

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# Les Frères musulmans et le plan de protection d'Israël

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 12 DÉCEMBRE 2011

ENGLISH



## La tendance générale

### Les Frères musulmans et le plan de protection d'Israël

Ce n'est plus un secret, les événements qui secouent la Moyen-Orient ont pour but de protéger Israël des graves répercussions de la défaite du projet états-unien en Irak. Et tout ce que fait l'alliance occidentale, conduite par les Washington, dans le contexte dudit « *Printemps arabe* », s'inscrit dans ce cadre.

Le deal conclu entre les États-Unis et la Confrérie des Frères musulmans a été dévoilé au Caire par le secrétaire d'État adjoint pour les Affaires du Proche-Orient, Jeffrey Feltman, qui n'a fait que confirmer ce que les observateurs avaient déjà deviné en analysant les déclarations des chefs du mouvement islamiste dans plusieurs pays arabes et musulmans. Sont venus ensuite s'inscrire dans ce même cadre les déclarations du président du Conseil national syrien d'Istanbul, Burhan Ghalioun, qui a fait tomber le masque en

affirmant que l'opposition s'emploierait, si elle accède au pouvoir, à rompre les liens avec l'Iran et les mouvements de résistance libanais et palestinien. M. Ghalioun a rejeté la lutte armée pour libérer le Golan occupé, qui doit se faire, selon lui, à travers la négociation. Mais il y a plus grave encore : les dirigeants des Frères musulmans syriens ont révélé leurs vraies intentions en affirmant que s'ils prenaient le pouvoir, ils enverraient l'armée syrienne au Liban pour combattre le Hezbollah. C'est-à-dire qu'ils se porteraient volontaires pour la mission qu'Israël avait échoué à accomplir en 2006, malgré le soutien d'une trentaine de pays arabes et occidentaux.

Ces prises de positions de mouvements et de personnalités qui prétendent représenter « *la légitimité populaire* » s'inscrivent parfaitement dans le cadre des politiques US dont le but principal est de protéger l'État hébreu. Et ce n'est pas un hasard. Cela confirme ce que nous écrivons dans ce bulletin depuis plus de sept mois. D'ailleurs, les centres de recherches occidentaux sont de plus en plus nombreux à le signaler et l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, l'a clairement dit lors d'une conférence donnée à Beyrouth la semaine dernière : « *Les États-Unis soutiennent les Frères musulmans* », avait-il dit. Cela explique en grande partie la méfiance du patriarche maronite Mgr Béchara Raï à l'égard du « *Printemps arabe* », qui risque de se solder, selon lui, par un morcellement du Proche-Orient en entités confessionnelles, ce qui servirait les intérêts d'Israël, et fait planer de sérieuses menaces sur la présence des chrétiens et des autres minorités religieuses dans cette région.

Le blanc seing à l'arrivée des islamistes au pouvoir en Tunisie, en Libye et, maintenant, en Égypte, devrait convaincre ceux qui doutent encore des réelles intentions de l'Occident, mené par les États-Unis.

La tentative de détruire l'État national syrien et de morceler le pays constitue l'une des principales pièces de ce puzzle que l'Occident tente de rassembler. C'est pour cela qu'il ferme les yeux sur les crimes commis en Syrie par les groupes armés extrémistes, auxquels il accole maintenant l'étiquette de « *déserteurs* », moins répugnante aux yeux de l'opinion publiques occidentale que salafistes ou extrémistes musulmans.

Dominée par les États-Unis, inconsciente des répercussions qu'elle risque de subir, l'Europe déroule le tapis rouge à cette mouvance islamiste, considérée il y a peu comme un grave danger.

## La tendance en Syrie

### **Le pouvoir sûr de lui, l'opposition dans la confusion**

L'évolution des événements en Syrie ne peut être dissociée du contexte régional et international. Le pouvoir a accepté de signer le protocole élaboré par la Ligue arabe sur l'envoi d'observateurs, en totale coopération avec la Russie. D'ailleurs, des sources diplomatiques russes au Liban affirment que la Russie ne compte pas lâcher le régime syrien, et cet appui est pour Moscou une question stratégique. Ces assurances sont contraires aux prévisions de responsables de la coalition pro-occidentale du 14-Mars.

Face à l'appui russe à la Syrie, il devient difficile de renverser le régime militairement, en dépit des préparatifs effectués dans ce but en Turquie, au Liban et, dans une moindre mesure, en Jordanie. Par contre, les pressions sur la Syrie vont se poursuivre, surtout à l'approche de la fin du retrait US d'Irak. Les États-Uniens voudraient provoquer des troubles pour détourner l'attention générale de ce retrait et de l'atmosphère de défaite qui l'entoure. De plus, les troubles en Syrie sont destinés à remplacer l'attaque militaire contre l'Iran qui devient de plus en plus difficile dans ce climat de crise et avec les problèmes financiers qui agitent l'Europe et les USA.

La situation en Syrie est donc appelée à rester instable, et même si le régime a finalement décidé de signer le protocole de la Ligue arabe, celle-ci trouvera sans doute d'autres angles pour maintenir les pressions. Toutefois, les sanctions de la Ligue arabe auraient renforcé le sentiment patriotique chez les Syriens, ce peuple ayant beaucoup de fierté nationale. De plus, les Frères musulmans ayant été pratiquement éradiqués du pays dans les années 80, ils n'ont pas eu le temps d'acquérir une grande assise populaire et ils se voient contraints à porter les armes et à commettre de véritables massacres pour marquer leur présence.

En parallèle, les déclarations du chef du Conseil national syrien

d'Istanbul, Bourhan Ghalioun, contre l'Iran, le Hezbollah et le Hamas, ont choqué une grande partie de la population syrienne. Des rumeurs sur une rencontre qui se serait tenue en octobre à Washington entre des responsables de l'administration Obama, un représentant du CNS et un responsable israélien ont commencé à circuler. Selon ces rumeurs, le représentant du CNS aurait réclamé de l'aide financière, une reconnaissance diplomatique de la part de la communauté internationale et une intervention militaire contre son propre pays.

Sur le terrain, les actes de violence se poursuivent, ainsi que les manifestations contre et en faveur du régime. Mais celui-ci a réussi à embarrasser la Ligue arabe en se déclarant prêt à signer le protocole pour l'envoi d'observateurs. Le processus devrait prendre quelques jours, voire des semaines, alors que les développements dans l'ensemble de la région restent plus ou moins incontrôlables et que la situation demeure instable en Égypte, à Bahreïn et au Yémen.

Les États-Unis auraient discrètement sollicité l'ouverture d'un dialogue avec l'Iran, mais la République islamique aurait opposé un refus sans nuance à cette demande. Par contre, Téhéran aurait demandé l'ouverture d'un dialogue avec l'Arabie saoudite, laquelle a aussi rejeté la suggestion. C'est dire que pour l'instant, les canaux de négociations restent bloqués sur le double plan régional et international.

La situation interne en Syrie est solide, alors que le plan de créer une zone tampon à la frontière avec la Turquie bat de l'aile. Sans parler du fait que la Russie exerce à son tour des pressions sur la Turquie qui a, elle aussi, un tissu social fragilisé. Le Premier ministre turc Recep Tayyeb Erdogan lève le ton à l'égard de la Syrie car il cherche à cacher son incapacité à agir sur le terrain.

## Déclarations et prises de positions

**Sayyed Hassan Nasrallah**, secrétaire général du Hezbollah

*« Voici un message à tous ceux qui conspirent contre la Résistance et misent sur un changement. Nous n'envisagerons jamais d'abandonner nos armes. Jour après jour, la résistance recrute plus*

*de combattants, forme de meilleurs combattants et les arme de plus en plus lourdement. Les États-Unis cherchent à détruire la Syrie pour compenser leur défaite en Irak. Les États-Unis ont essayé de se faire passer comme des défenseurs des droits de l'Homme et de la démocratie dans le monde arabe. Ces hypocrites sont connus pour avoir soutenu toutes les dictatures et les avoir reniées immédiatement après leur chute. Ca, c'est la marque de Satan. L'opposition syrienne est soumise aux États-Unis et à Israël. Depuis le tout début, nous avons dit clairement que nous nous tenons au côté du régime syrien, un régime de résistance contre Israël. Elle veut détruire la Syrie. Le soi-disant Conseil national syrien, formé à Istanbul, et son leader Burhan Ghalioun tentent de présenter leurs lettres de créance aux États-Unis et à Israël. Les propos de certains selon lesquels les armes de la Résistance sont à l'origine du chaos, des remous, ou d'une certaine inquiétude sécuritaire au Liban, sont une duperie. Avez-vous jamais vu au Liban un problème sécuritaire ou une guerre civile pendant lesquels sont tirés des missiles Zelzal, Raad ou Khaybar ? Les armes légères sont présentes aux mains de tous les Libanais. Si l'on veut la sécurité à l'intérieur, il faut réfléchir à résoudre le problème de ce types d'armes. »*

**Saad Hariri**, ancien Premier ministre du Liban (Pro-US)

*« Ce que nous avons entendu (allusion au discours de Hassan Nasrallah, ndlr) n'était qu'une longue liste de griefs, qui nous pousse à formuler les remarques suivantes : premièrement, sayyed Hassan semblait très contrarié par le Courant du futur et par les campagnes politiques des députés du Courant, auxquelles il a essayé d'attribuer un aspect confessionnel et sectaire, niant ainsi le fait qu'il s'agit de positions nationales qui expriment le rejet par une large partie des Libanais de la suprématie des armes. L'insistance d'Hassan Nasrallah sur ce qu'il prétend être l'aspect sectaire des mouvements politiques et populaires au Liban et en Syrie est une position que nous refusons et qui ne convaincra personne, en ce printemps arabe. »*

**Jeffrey Feltman**, secrétaire d'État adjoint US pour le Proche-Orient

Extraits d'une interview au quotidien proche du 14-Mars

*Al-Jourhouria*, le 8 décembre

« *Le meilleur moyen d'éviter une guerre civile en Syrie, c'est la démission de Bachar al-Assad maintenant. Il faut également que la mafia sécuritaire qui l'entoure cesse de tuer la population. Nous savons que l'avenir de la Syrie doit reposer sur l'autorité de la loi et de la démocratie. Je suis sûr que les Libanais approuveront les décisions de la Ligue arabe, de l'Union européenne et des États-Unis pour examiner et trouver des moyens pacifiques afin de mettre un terme à la barbarie en Syrie. Nous souhaitons recourir au Conseil de sécurité si l'initiative arabe n'aboutit pas. Si Bachar al-Assad n'est pas responsable des violences comme il le prétend, pourquoi refuse-t-il —ainsi que son entourage— l'arrivée d'observateurs dans son pays pour découvrir qui est la partie qui en est responsable ? Plus vite Assad démissionnera, meilleure sera la situation. Le président Obama avait rappelé le 18 août qu'il est temps qu'Assad s'en aille et qu'on assiste à une transition pacifique et démocratique du pouvoir. L'armée syrienne, à qui il a été demandé de quitter le territoire libanais, occupe aujourd'hui le territoire syrien. Le retour de l'ambassadeur Ford à Damas n'est pas un cadeau à Bachar al-Assad. C'est l'une des façons de montrer notre soutien au peuple syrien et d'obtenir des informations plus précises sur la situation en Syrie. Ce qui se passe en Syrie ne doit pas s'étendre au Liban. Les responsables libanais ont expliqué que leur principal objectif est de protéger le Liban des événements en Syrie. Il appartient au chef du gouvernement et aux responsables libanais de trouver le moyen idéal de protéger le Liban. En même temps, nous pensons que le Liban doit également contribuer à trouver les moyens nécessaires pour faire cesser les violences (...) Nous ne traitons pas avec le Hezbollah, une organisation qui ne suit pas les règles démocratiques même si elle a une grande assise populaire. Lorsque ces règles l'arrangent, le Hezbollah s'y soumet, mais dans le cas contraire, il a recours à la force et aux armes pour imposer sa volonté. La décision du Premier ministre Mikati de verser la contribution libanaise au budget du TSL n'a pas été prise pour les États-Unis ou un autre pays mais pour le Liban. Nous saluons cette décision qui prouvera à la communauté internationale que le Liban respecte ses engagements internationaux. »*

## Revue de presse

**As Safir** (Quotidien libanais proche de la majorité, 08 décembre 2011)

Elie Ferzli

Que signifie la présence en chair et en os du secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, après trois ans d'absence. Selon un analyste, cette sortie en plein air ne peut donner lieu qu'à une seule interprétation : c'est une manière sans détour de défier les dangers et de braver l'aviation israélienne. Un autre analyste ajoute : ce fut l'annonce de la mobilisation générale de tout le dispositif militaire et civil du Hezbollah, et une façon de resserrer les rangs de son public. Une telle annonce se fait d'ordinaire en temps de guerre, ce qui montre que pour le Hezbollah, il faut se préparer logistiquement et psychologiquement à tous les scénarios. L'offensive de sayyed Nasrallah a précisément ciblé les États-Unis, qui s'emploient à fomenter la discorde intercommunautaire et à vouloir démanteler l'axe de la Résistance en s'en prenant à la Syrie, l'une de ses principales composantes. Le discours de Nasrallah semble dire : « Nous n'avons pas peur. Ce sont les autres qui doivent avoir peur. Et nous sommes prêts à toutes les éventualités. »

**As Safir** (06 décembre 2011)

Sateh Noureddine

Le président syrien est le leader effectif de la révolution menée contre son propre régime, car cette révolution se nourrit plus des erreurs du régime que des réalisations d'une opposition qui manque de charisme et de programme clair, et qui ne peut pas, jusqu'à présent du moins, constituer une véritable alternative.

**An Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars, édition datée du 09 décembre 2011)

Sarkis Naoum

Les prises de décision positives Najib Mikati ont étonné ses interlocuteurs états-uniens et européens, qui, une fois la surprise passée, se sont mis à apprécier la politique suivie par le chef du gouvernement. Preuve en est l'invitation de Mikati en France et les deux lettres qui lui ont été adressées par le Premier ministre

français, François Fillon, et la secrétaire d'Etat US, Hillary Clinton. Faut-il en conclure qu'États-Uniens et Européens considèrent désormais Najib Mikati comme un allié dont la politique leur est favorable ? Des sources diplomatiques occidentales y répondent par la négative, mais expliquent que Mikati reste mieux qu'un autre dans les circonstances actuelles.

**An Nahar** (06 décembre 2011)

Rosanna Bou Mounsef

Les positions affichées par les puissances occidentales sur la question syrienne laisse penser qu'il n'y aura pas d'intervention militaire contre le régime syrien, ni une zone sécurisée établie sur les frontières syro-turques.

L'Occident compte sur le rôle que la Russie pourra jouer et sur la position internationale qui se constitue petit à petit contre le régime syrien, ainsi que sur la position unanime arabe qui lui sera d'une grande utilité au Conseil de sécurité.

**An Nahar** (05 décembre 2011)

Khalil Fleihane

D'importantes incitations financières ont été proposées par des pays arabes à la Russie pour la pousser à renoncer à son soutien à la Syrie. Ces propositions n'ont fait que redoubler l'intransigeance de Moscou dans son soutien à Damas. Moscou a ainsi fait face à plusieurs tentatives visant à faire voter au Conseil de sécurité une résolution condamnant la Syrie. Elle a pu brider l'élan franco-américano-britannique à ce niveau. L'attitude russe a découragé Washington, Paris et Londres, selon une source diplomatique US à New York.

**Al Hayat** (Quotidien saoudien, 06 décembre 2011)

À l'heure où le secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, a appelé à ouvrir le dossier des faux témoins, le juge de la mise en état auprès du TSL, Daniel Fransen, se prépare à faire paraître de nouveaux actes d'accusation portant sur les tentatives d'assassinat du député Marwan Hamadé et de l'ancien vice-président du Conseil des ministres Elias Murr, ainsi que sur l'assassinat de l'ancien secrétaire général du PCL Georges Haoui. Des sources informées précisent que l'acte d'accusation dans le

dossier de Marwan Hamadé pourrait paraître avant la fin de l'année ou au tout début de 2012, suivi de ceux relatifs aux affaires Murr et Haoui. Il n'est pas exclu, ajoutent-elles, que ces actes d'accusation soient délivrés en concomitance avec le début du procès par défaut des quatre accusés dans l'assassinat du président Rafic Hariri. On entend dire que le TSL a adressé un message au Procureur général Saïd Mirza, qui l'a remis au ministre de l'Intérieur Marwan Charbel, où il s'interroge sur les efforts déployés pour arrêter les accusés.

**Al Akhbar** (Quotidien libanais proche de la majorité, 09 décembre 2011)

Des sources rapportent que le secrétaire d'État adjoint pour les Affaires du Proche-Orient, Jeffrey Feltman, a exprimé devant ses interlocuteurs une certaine admiration pour la performance du Premier ministre Najib Mikati à la tête du gouvernement. Il a insisté sur la nécessité de consolider les rapports et la coopération avec le chef du gouvernement. Le diplomate états-unien a critiqué les forces du 14-Mars et la manière dont Saad Hariri a traité certains dossiers. Il s'est interrogé sur ce que font les forces du 14-Mars. Pourquoi se comportent-elles de manière si aléatoire ?, s'est-il demandé devant ses interlocuteurs.

M. Feltman s'est attaqué au régime syrien, tout en abordant son éventuelle chute avec beaucoup de pragmatisme. Il a en effet affirmé que cette chute n'est pas imminente, et qu'un tel projet a besoin de temps et d'efforts. Il a critiqué l'anarchie qui règne dans les rangs de l'opposition syrienne, tout en précisant que son gouvernement n'a pas reconnu le Conseil national syrien (CNS) et que les ambassadeurs US, français et allemand sont retournés à Damas sous la pression de l'opposition, celle de l'extérieur notamment, même si nombre d'opposants de l'intérieur veulent aussi la présence des ambassadeurs étrangers.

**Al Akhbar** (06 décembre 2011)

Hassan Olleik

Le Liban a deux politiques étrangères. C'est clairement apparu depuis le coup d'envoi des événements en Syrie et la saisine du Conseil de sécurité et des Nations unies, puis de la Ligue arabe. Depuis l'hérésie de la politique selon laquelle le Liban s'en dissocie

a vu le jour. Des sources juridiques expliquent qu'elle ne peut être adoptée qu'à l'unanimité, comme c'est le cas des déclarations présidentielles du Conseil de sécurité. Le recours à cette politique par l'un des membres n'empêche pas la parution de telles décisions, alors que l'abstention de voter dans des cas similaires en bloque la parution. Selon les mêmes sources, le Liban n'avait pas le droit de recourir à cette politique en ce qui concerne les dernières décisions de la Ligue arabe, et le président de la séance aurait dû refuser une telle prise de position et demander au Liban de voter pour ou contre ou de s'abstenir de voter. Mais, ajoutent-elles, le ministre des Affaires étrangères du Qatar, conscient de la situation délicate au Liban, a décidé de fermer les yeux sur la position de l'ambassadeur du Liban auprès de la Ligue, Khaled Ziadé.

L'attitude du Liban dénote l'absence d'une référence unique pour les prises de décisions, à laquelle s'ajoutent les consignes contradictoires reçues par l'ambassadeur Ziadé.

**Al Akhbar** (05 décembre 2011)

Ibrahim al-Amine

Dans une déclaration au *Wall Street Journal*, le président du Conseil national syrien, Bourhan Ghalioun, affirme que si le CNS prend le pouvoir en Syrie, il rompra l'alliance stratégique avec l'Iran. Il y aura également un changement au niveau du Hezbollah, et la Syrie choisira la voie des négociations pour libérer le Golan. Ces déclarations montrent quel est le prix demandé par l'alliance turco-golfo-européenne à l'opposition syrienne. Bourhan Ghalioun et d'autres opposants sont contre l'idée de la résistance pour libérer la terre. Ils veulent mendier la paix à la communauté internationale à travers des négociations et des accords qui n'ont jusqu'ici apporté que disgrâce et misère aux peuples arabes. L'objectif de cette Syrie nouvelle est de rassurer les États-Unis quant à leurs intérêts en Irak et dans la région, de débarrasser Israël du fardeau du front Nord, ainsi que du front du Liban et de Gaza, et de dissiper l'inquiétude des pays du Golfe et des États-Unis quant à l'alliance syro-iranienne. La Syrie passera alors d'un camp à un autre, diamétralement opposé.

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars, édition du 08 décembre 2011)

Philippe Abi Akl

En assurant le financement du TSL, le chef du gouvernement, Najib Mikati, gagne sur deux tableaux. En interne d'abord, puisque personne ne peut relever sa mise. C'est-à-dire faire sauter le cabinet. Bien au contraire, il est désormais encore mieux armé, tout autant contre l'opposition que contre ses redoutables partenaires de pouvoir, qui ne lui veulent pas que du bien. Il peut plus facilement résister à leurs pressions et à leurs revendications, côté nominations par exemple. Il bénéficie en plus d'une reconnaissance et d'un soutien occidental et arabe éclatant. Invité pour commencer en France, avec tapis rouge à la clé, il va l'être bientôt partout ailleurs.

À ce propos, un pôle du 14-Mars reconnaît à Mikati le mérite d'une vraie victoire morale du Liban, qui honore ses engagements extérieurs, en démontrant par ses actes sa volonté de coopérer pleinement avec la communauté comme avec la légalité internationale. Cette même source avoue, de même, que sur le plan interne, Mikati a considérablement renforcé ses assises sunnites, sa communauté étant naturellement concernée au premier chef par la quête de justice dans l'affaire de l'assassinat du président Rafic Hariri.

Partant de là, poursuit ce cadre, nous ne pouvons, en tant que souverainistes, que nous incliner devant la décision du Premier ministre. Et devant sa détermination tranquille à tenir tête au Hezbollah et au CPL, hostiles au financement.

Leur attitude ayant été cependant amortie, avance cette source, par une intervention lénifiante du régime syrien lui-même. Damas estimerait en effet tout à fait nécessaire de laisser la scène libanaise à l'abri d'une secousse politique majeure, c'est-à-dire d'une crise de pouvoir ouverte. Sans compter qu'à ses yeux, la présence de Mikati, à la fois comme trait d'union potentiel avec des protagonistes étrangers, arabes ou occidentaux et en tant que contrepoids à Hariri, l'adversaire, reste des plus utiles. Les ministres du Hezbollah et du CPL, qui ont pu en être tentés, auraient donc été fermement priés de ne pas rendre leur tablier... Ils ajoutent qu'il a pris sa décision uniquement pour servir l'intérêt bien compris du pays. Et qu'il ne faut surtout pas y voir une tentative d'alliance avec le 14-Mars. Du reste, à part Feltman et

l'invitation de Fillon, l'ambassadeur syrien fait régulièrement antichambre au Sérail et Mikati pourrait être également invité à Damas.

### **L'Orient–Le Jour (08 décembre 2011)**

Le greffier du TSL, Herman Von Hebel, a répondu aux questions des internautes sur Twitter. Ouvert au grand public et aux journalistes, ce nouveau moyen de communication est le premier du genre à être investi par le TSL.

« Même si le procès doit commencer en l'absence des accusés, la justice sera assurée. Toutefois les mandats d'arrêt resteront (valides) durant et après le procès », a indiqué M. Von Hebel qui a tenu à préciser que « le Liban devra poursuivre sa recherche des accusés. Entre-temps, la Chambre de première instance devra évaluer les mesures prises par le Liban et estimer si elles ont été suffisantes ».

Interrogé sur les « faux témoins », M. Von Hebel a rappelé la position de principe du TSL, à savoir que ce dernier considère qu'« il n'y a pas de faux témoins puisqu'aucun témoin ne s'est encore exprimé devant la cour ». Il a cependant précisé que dans le cas d'un faux témoignage émis devant la cour, « les juges peuvent accuser les auteurs d'outrage au tribunal ». « Toute question relative à des individus qui auraient avancé de fausses informations à l'UNIIC est une affaire concernant aussi bien le Liban que l'Onu », a-t-il ajouté. Au sujet du renouvellement du mandat du TSL et concernant l'accord signé entre le Liban et l'Onu, M. Von Hebel a précisé que « le président du tribunal a recommandé au secrétaire général de l'Onu de proroger le mandat du TSL. Le secrétaire général consultera le gouvernement libanais et le Conseil de sécurité. Il revient à M. Ban Ki-moon de proroger le mandat (...). À une internaute qui estimait qu'il serait également bénéfique d'évoquer les raisons des multiples fuites qui ont eu lieu ces dernières années, le greffier a dit : « Nous reconnaissons effectivement qu'il y a eu des fuites. Cela concernait principalement la période de l'enquête menée par l'UNIIC. Les informations concernant d'éventuelles fuites du TSL ont été considérablement exagérées. Quoi qu'il en soit, ces informations n'auront pas d'impact sur le processus judiciaire puisque les juges

ne prendront en considération que les preuves présentées devant la cour », a-t-il encore dit.

À la remarque d'un internaute qui lui disait que la majorité des Libanais n'ont pas confiance dans le TSL, le greffier a fait remarquer qu'il est « trop tôt pour émettre des jugements sur le TSL. Le premier procès n'a même pas encore commencé. Nous devons être jugés sur l'équité de nos procès », a-t-il affirmé.

#### **L'Orient-Le Jour (07 décembre 2011)**

Le patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, a reçu M. Adrien Gouteyron, président du groupe d'amitié France-Liban au Sénat, avec lequel il a rendu compte des premières conclusions de la mission qui lui a été confiée par le gouvernement français.

M. Gouteyron, qui connaît parfaitement la région, ses zones de tension et ses fragiles équilibres religieux, a été chargé par le Premier ministre français, François Fillon, en liaison avec Alain Juppé, ministre d'État et ministre des Affaires étrangères et européennes, et Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, de s'intéresser à « la situation de ces communautés, lourdement frappées par le terrorisme et menacées par la montée des tensions communautaires ».

Dans la lettre de mission confiée à M. Gouteyron, le Premier ministre rappelle que « la France est convaincue que les chrétiens d'Orient apportent une contribution essentielle à la défense de la diversité religieuse et culturelle, et que la présence de cette communauté contribue à la promotion de la tolérance, et aux liens entre l'Occident et l'Orient ».

La France a notamment accueilli des réfugiés, essentiellement irakiens, contraints à l'exil par la violence. Les dirigeants français estiment toutefois que le devoir de la France est aussi d'aider ces communautés à rester au contact de leurs racines dans des pays dont ils constituent une composante historique essentielle.

Après avoir dressé le constat de la situation des communautés chrétiennes d'Orient, le sénateur proposera, dans un rapport remis au Premier ministre, les éléments d'un plan d'action que la France pourrait promouvoir, aux plans international et européen, pour assurer la défense de ces communautés dans le respect du principe de laïcité.

Adrien Gouteyron fera également des propositions sur les mesures adéquates pour renforcer l'intégration en France des personnes appartenant à ces communautés.

Sur un autre plan, M. Gouteyron a affirmé que la visite du patriarche Raï en France a permis aux dirigeants de son pays « de découvrir son approche des événements et sa pensée ». Il a affirmé que son discours a été « fort » et « a laissé son empreinte sur l'opinion publique, attirant l'attention des Français sur la situation difficile des chrétiens en Orient ».

#### L'Orient–Le Jour (05 décembre 2011)

Scarlett Haddad

La volonté de créer une zone tampon à l'une des frontières syriennes, qui servirait de bastion à l'Armée syrienne libre ou au Conseil de transition de l'opposition, reste l'un des scénarios privilégiés des opposants et de leurs alliés. Mais la fermeture par la Jordanie de sa frontière après avoir reçu cent soldats syriens déserteurs et le refus total du royaume hachémite d'intervenir dans les affaires syriennes a écarté cette zone proche de Deraa de la scène des affrontements. De même, la position favorable de l'Irak au régime syrien, en raison des nombreux intérêts communs entre les deux pays sur les plans économique et sécuritaire, rend l'utilisation de la zone frontalière entre les deux pays impossible. Restent donc la Turquie et le Liban. Dans une tentative d'éliminer la menace que peuvent représenter ces frontières instables pour le régime, celui-ci a déployé son armée dans une profondeur de 20 km, pour rendre difficile toute incursion d'éléments armés à partir de la Turquie ou du Liban vers la Syrie. Mais la situation reste difficile à régler, d'autant qu'aussi bien du côté turc de la frontière que du côté libanais, les habitants ont de solides relations avec leurs voisins syriens.

Ainsi au Akkar, le tracé de la frontière est assez vague. Il existe ainsi des villages du côté syrien dont les habitants sont libanais, comme le village sunnite de Ouaychate. De même que certains habitants des villages de l'Akkar vivent en Syrie et traversent tous les matins la frontière pour se rendre à leur travail. C'est le cas, par exemple, du directeur de l'école de Raamet (village chrétien) qui réside à Tall Kalakh. Il y a aussi des villages mixtes et même deux

villages chiites à Wadi Khaled la sunnite. Enfin, il y a même un village turkmène, Kawachira, pas loin de là. C'est d'ailleurs dans ce village que s'étaient rendus en 2010 les Premiers ministres turc et libanais, RecepTayyeb Erdogan et Saad Hariri, où ils avaient été longuement ovationnés par la foule.

Le courant dit wahhabite, dont les grandes figures connues sont les députés Mouïin Meerabi et Khaled Daher (membres du Courant du futur mais islamistes déclarés), est aussi en train de mobiliser les habitants contre le régime syrien. Ce courant avait même commencé par s'installer à Akroum, un village certes un peu éloigné de la frontière mais qui la surplombe. Mais en dépit de sa position stratégique, il a été abandonné au profit des localités de Wadi Khaled, plus proches de la Syrie et surtout plus faciles d'accès pour les habitants des deux côtés de la frontière.

Cela ne signifie pas toutefois que le plan de créer un bastion pour les opposants syriens à la frontière nord du Liban est sur le point de réussir. Il se heurte en effet à deux obstacles. D'abord le fait qu'une grande partie des habitants de Tripoli refuse de se laisser entraîner dans le conflit interne syrien et préfère, à l'image du natif de la ville et Premier ministre, se tenir à l'écart des tensions. Cette tendance est apparue au grand jour lors du rassemblement pour l'indépendance organisé par le courant du Futur à Tripoli qui n'a mobilisé qu'une petite partie des habitants de la ville, le gros des effectifs ayant été amené du Akkar. Le second obstacle vient de l'Armée libanaise qui est déployée dans la région et qui reste vigilante pour empêcher les débordements envers et à partir de la Syrie. Certes, l'armée n'est pas en mesure de sévir contre les groupes libanais qui s'activent contre le régime syrien, ayant besoin d'une couverture politique pour lancer de telles opérations. Mais elle agit discrètement pour arrêter le passage d'armes et celui des auteurs de troubles.

**Le Figaro** (Quotidien français, 04 décembre 2011)

Georges Malbrunot

Des consignes de sécurité très strictes ont été données aux ressortissants français du Liban. « Je n'utilise plus que des véhicules de location pour mes déplacements », indique un homme d'affaires. La principale de ces mesures de précaution concerne

l'interdiction de se rendre dans la région de Baalbek, frontalière de la Syrie, classée en zone rouge par le Quai d'Orsay. « Nous y redoutons de nouveaux enlèvements », reconnaît un autre diplomate. Un cadre du Hezbollah a approché, ces dernières années, un ex-milicien en rupture de ban avec les Forces libanaises pour une mission très spéciale. « Je devais repérer d'anciens diplomates français ou des employés de l'ambassade qui ont pris leur retraite au Liban, raconte-t-il. Le Hezbollah me proposait 5 000 dollars pour chaque dossier de Français surveillé. Je devais connaître leurs déplacements et leurs habitudes de vie », ajoute l'ancien milicien. Celui-ci a finalement décliné l'offre.

**Gulfnews** (Quotidien émirati, 04 décembre 2011)

La guerre du renseignement n'est pas nouvelle au Liban. Cela fait des décennies que les agences ont infiltré le pays. En 2009 et 2010, plus de 70 personnes ont été condamnés pour des faits d'espionnage. La brèche la plus béante se situe sur les réseaux de télécommunication. Charbel Azzi et Tarek Rabaa, deux ingénieurs de l'opérateur Alfa, ont été arrêtés l'année dernière. Avant son arrestation, Azzi connaissait tous les mots de passe qui permettaient d'accéder au système informatique du réseau. Il a avoué aux enquêteurs les avoir transmis aux Israéliens.

Les services de renseignement libanais savent bien les façons dont les États-Unis, l'OTAN, les Français, toutes les agences de renseignement, travaillent au Liban. Les Israéliens demandent toujours à leurs espions de se rencontrer à l'étranger, dans des pays comme Chypre, l'Italie, la République Tchèque ou la Turquie.

Le fait est que si l'on met bout à bout toutes les informations qui ont été recueillies par l'ennemi depuis des décennies sur le réseau, l'idée d'une infiltration devient brutalement possible et réelle. Mais de l'autre côté, c'est principalement le Hezbollah qui résiste. Hassan Nasrallah ne s'est-il pas satisfait d'avoir confondu des agents de la CIA à Beyrouth ? Sur le devant de la scène, des arrestations sont nombreuses car dans l'ombre, la guerre continue de faire rage.

*Pierre Khalaf*

Source : « Les Frères musulmans et le plan de protection d'Israël », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 12 décembre 2011, [www.voltairenet.org/a172100](http://www.voltairenet.org/a172100)